



Pour ces régionales, le NPA a, tant au plan national que local, engagé des discussions pour parvenir à l'unité de toutes les forces qui affirment ne pas avoir renoncé à un changement radical de société c'est à dire avec le PCF, Lutte ouvrière, le Parti de gauche, les Alternatifs, la Fédération, les Objecteurs de croissance... Le fossé qui sépare le programme du PS et celui d'une gauche digne de ce nom justifiait la présentation de listes séparées de celles des socialistes partout.

A l'inverse de son choix de 2004, le PCF a cette fois décidé de présenter des listes « autonomes » dans 17 régions sur 22. Mais la prise de distance avec le vieil allié socialiste n'est que formelle. En effet, le PCF a annoncé qu'il constituerait de toute façon avec les socialistes des majorités de gestion. Quitte à reproduire la politique qu'il mène actuellement dans 16 régions puisqu'il en juge le bilan « plutôt satisfaisant ».

Écrit par Frédéric Borrás, Sandra Demarçq, NPA, MOC

Mardi, 02 Février 2010 14:34 - Mis à jour Mercredi, 03 Février 2010 20:47

---

Contrairement à l'image qu'on veut lui coller, le NPA ne refuse ni d'avoir des élus, ni de prendre ses responsabilités pour appliquer un programme radical s'il en a le rapport de force. Ce qu'il refuse, c'est de cautionner dans les institutions l'inverse de ce pourquoi il se bat au quotidien. Les dirigeants nationaux du PCF – et leurs alliés du PG – ont refusé d'adopter la même attitude et nous le regrettons. Quant à Lutte ouvrière, cette organisation a tout simplement refusé toute discussion.

Il ne faut toutefois pas tirer de leçons définitive de cette situation. Une vaste recomposition du paysage politique est en cours. A la gauche du PS, deux projets contradictoires s'affrontent. Celui d'une gauche anticapitaliste qui pose comme base de rassemblement la volonté de lutter jusqu'au bout pour la transformation radicale de la société et celui de la direction du PCF qui refuse de s'émanciper de la tutelle du parti socialiste au risque de voir les rêves de transformation sociale se transformer en cauchemar gestionnaire. C'est bien cette question qui a provoqué l'échec des discussions nationales, notamment avec le PCF.

Le parti de Marie George Buffet s'enfonce de plus en plus dans la crise. Dans de nombreuses régions, des élus sortants et militants communistes ont fait le choix d'affronter les listes de leur propre parti en participant aux listes des socialistes ou à celles d'Europe écologie.

Loin de se résigner face à l'échec des discussions nationales, les comités du NPA ont discuté dans toutes les régions avec les mêmes formations.

Dans quelques régions, et c'est positif, des listes unitaires associant le NPA, le PG et parfois le PCF, constituées sur des bases plus claires ont pu voir le jour.

En Languedoc Roussillon, le Front de gauche et le NPA mèneront campagne ensemble. La personnalité très controversé de la tête de liste socialiste, Georges Frêche, a agi comme un repoussoir sur les militantes et militants communistes et facilité un accord unitaire. La liste NPA-Front de gauche ne fusionnera pas avec celle du PS à l'issue du premier tour. Un programme de rupture sur le terrain social et écologique a été adopté et la composition de la liste permet un équilibre entre les diverses composantes. Des discussions se poursuivent également avec le Front de gauche en Limousin, Poitou-Charente.

Écrit par Frédéric Borrás, Sandra Demarçq, NPA, MOC

Mardi, 02 Février 2010 14:34 - Mis à jour Mercredi, 03 Février 2010 20:47

---

En Pays de Loire, le PCF s'est coupé en deux. Dans trois départements, il participe à la liste des socialistes. Deux fédérations discutent avec le NPA et le PG pour une liste commune.

Dans 5 régions, le PCF a fait le choix d'une alliance avec le PS dès le premier tour. Ainsi un accord a pu être conclu avec le le Parti de gauche notamment en Basse Normandie et en Champagne Ardennes. Les discussions se poursuivent en Lorraine, Alsace et Bourgogne. En Bretagne, le PG s'est divisé, une partie contractant un accord avec le NPA, l'autre avec la Fédération.

Enfin, dans un plusieurs régions, le NPA mènera campagne aux côtés de militants écologistes radicaux, et de la mouvance des objecteurs de croissance. Un communiqué national NPA-Mouvement des objecteurs de croissance lance un appel à « ceux qui ne se résignent pas à accepter comme inévitable la domination du capitalisme, ceux qui sans attendre les catastrophes planétaires à venir veulent dès à présent, engager des luttes de résistances et des alternatives concrètes (y compris dans les institutions ), à se regrouper dans une Convergence de la Gauche anticapitaliste et de l'Écologie radicale pour les élections régionales.

L'accord est ainsi doré et déjà conclu en Auvergne avec les « alterekolos ».

Que cela soit dans un cadre unitaire ou pas, le NPA mène campagne dans les 21 régions métropolitaines pour y défendre un même programme de rupture sociale et écologique. Une campagne contre la droite au pouvoir et en toute indépendance du PS et de ses alliés. Une campagne pour envoyer dans les conseils régionaux des élus aussi fidèles à la jeunesse et aux travailleurs que le droite l'est du patronat.

**Frédéric Borrás**

## Tout changer, rien lâcher!

Les élections régionales, le 14 et 21 mars, dans un contexte de crise majeure du capitalisme, seront l'occasion de rejeter la politique du gouvernement et d'affirmer la nécessité d'une politique d'urgence, en rupture avec le capitalisme.

En France, comme ailleurs, les prétendus plans de relance n'ont d'autre objectif que d'augmenter les profits des capitalistes. Gouvernement et patronat multiplient les attaques contre les salariés par des licenciements et la régression du pouvoir d'achat. Loin de répondre à la crise, ils l'aggravent en la faisant payer au monde du travail.

À cette crise économique s'ajoute la crise climatique d'une gravité exceptionnelle. C'est le capitalisme qui en est responsable, un système économique basé sur la recherche du profit, se moquant autant de la préservation de l'environnement que du travail et de la santé des hommes. On ne peut lutter contre le réchauffement climatique sans mettre en accusation le capitalisme qui pille les richesses naturelles sans souci de l'avenir. C'est ce que les chefs d'État n'ont bien sûr pas voulu faire au sommet de Copenhague.

L'urgence sociale et l'urgence climatique se rejoignent. Pour répondre à la pauvreté, aux inégalités croissantes, au défi écologique, il faut amorcer une véritable rupture avec le capitalisme.

Elle ne pourra se faire sans une large mobilisation de la population, dans un « tous ensemble » de luttes. Mais notre vote aux élections régionales doit servir à sanctionner ceux qui défendent depuis des décennies le capitalisme comme seul avenir possible.

Le bilan de Sarkozy, après deux ans et demi, est édifiant : bouclier fiscal pour les riches, privatisation de la poste, autonomie des universités, recul des libertés, du droit à la santé, du pouvoir d'achat, chasse aux sans-papiers, retour d'un climat nauséabond sous couvert d'identité nationale, etc.

Écrit par Frédéric Borrás, Sandra Demarcq, NPA, MOC

Mardi, 02 Février 2010 14:34 - Mis à jour Mercredi, 03 Février 2010 20:47

---

Depuis 2004, 20 régions métropolitaines sur 22 sont gérées par le PS, allié au PCF et aux Verts. Elles devaient être des contre-pouvoirs à la droite en menant des politiques en faveur de la population. On n'en a pas vraiment vu la couleur. Des subventions sont largement distribuées aux entreprises privées même si elles ont licencié ou fermé leurs sites. Sans sanction ni récupération de l'argent public. Les lycées privés sont parfois subventionnés au-delà des obligations légales. Les transports de proximité ne sont toujours pas gratuits et parfois privatisés. La gauche gestionnaire ne cherche pas à changer les structures inégalitaires de la société. En s'adaptant au capitalisme, elle finit par mener des politiques proches de la droite.

Si les conseils régionaux n'ont pas les pouvoirs de contrecarrer les politiques des multinationales et du gouvernement, ils pourraient néanmoins dès aujourd'hui être un cadre de lutte pour la défense des intérêts des classes populaires, un point d'appui pour des mobilisations.

Pour le NPA, ces élections sont l'occasion de permettre aux travailleurs et aux classes populaires de dire qu'ils en ont assez des politiques de la droite au gouvernement ou de la gauche libérale dans les régions. L'occasion de faire entendre le refus de payer la crise et de se donner des porte-parole faisant entendre leurs exigences, leurs droits.

Elles permettront au NPA de populariser un programme d'urgence pour les travailleurs face à la crise et à la faillite des politiques libérales. Tout en œuvrant à l'unité du monde du travail et de ses organisations dans les luttes pour changer le rapport de forces.

**Sandra Demarcq**

\* Paru dans Hebdo TEAN 38 (14/01/10).

---

## **Pour une convergence de la gauche anticapitaliste et antiproductiviste et de l'écologie radicale**

**Communiqué du NPA et du MOC, 8 janvier 2010**

Le capitalisme multiplie les crises majeures, économique, écologique et politique.

Les licenciements, le chômage et la précarité progressent. Les droits sociaux reculent. L'humanité est menacée par une catastrophe climatique et l'épuisement des ressources, conséquences d'un mode de production capitaliste qui n'est pas supportable, sur le plan écologique comme sur le terrain social.

De Copenhague à Paris, les pouvoirs au service des classes dominantes agissent pour sauver les banques et les profits, pas pour améliorer le sort de ceux qui souffrent, pas pour sauver le climat.

Face à la situation, pas de demi-mesure, pas d'eau tiède, il faut des réponses à la hauteur de l'enjeu, qui se déclinent à toutes les échelles.

Ni accompagnement, ni évitement : chaque région doit pouvoir proposer un programme de rupture, décliné en mesures régionales, en relation avec les mouvements sociaux, liant systématiquement les injustices sociales, les irresponsabilités environnementales, les indécences sur le sens même de nos vies, les atteintes à la démocratie, les compétitions interrégionales (les arrogances des pays riches vis à vis des pays qu'ils appauvrissent sans cesse).

Il s'agit de :

- proposer une politique en faveur du monde du travail, des salariés, des chômeurs, des précaires, pour le droit de chacun, à vivre de son activité, des agriculteurs aux artistes ; contre l'accumulation des profits capitalistes qui contraint le plus grand nombre à vivre de plus en plus difficilement.

- proposer également une alternative écologiste radicale, pour promouvoir des choix politiques courageux face aux logiques de rentabilité et de productivité sans limites qui se mènent au

détriment de notre environnement, de notre santé, de l'avenir de la planète.

- favoriser - au sein des institutions régionales - le renforcement mutuel des luttes sociales, des alternatives concrètes et des contre-pouvoirs.

- Convaincre que la décroissance des inégalités et de notre empreinte écologique nous amènera à revoir notre façon de vivre.

Nous appelons donc ceux qui ne se résignent pas à accepter comme inévitable la domination du capitalisme, ceux qui sans attendre les catastrophes planétaires à venir veulent dès à présent, engager des luttes de résistances et des alternatives concrètes (y compris dans les institutions ) à se regrouper dans une Convergence de la Gauche anticapitaliste et de l'Écologie radicale pour les élections régionales.

Car s'il s'agit de s'opposer à la droite ultralibérale, nous ne pouvons continuer laisser la gauche social démocrate adapter nos régions au libre échange européen, à la globalisation financière et à la destruction des ressources planétaires.

**Le 8 janvier 2010**

**Nouveau Parti Anticapitaliste, Mouvement des Objecteurs de Croissance**